

Rezensionen = Comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia**

Band (Jahr): **24 (2019)**

PDF erstellt am: **21.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

AU CŒUR DES MONDES DE L'AIDE INTERNATIONALE

Regards et postures ethnographiques

Marion Fresia et Philippe Lavigne Delville (dir.).

2018. Montpellier, Paris, Marseille: APAD, Karthala, IRD. ISBN 978-2-8111-1942-3. 362 p.

Texte: *Sylvain Besençon, Université de Fribourg*

À travers dix récits d'études ethnographiques, cet ouvrage propose une riche série de réflexions sur les environnements complexes dans lesquels évoluent les agent·e·s de développement. J'aimerais d'emblée souligner le mot *récit*, car c'est bel et bien de cela qu'il s'agit: en effet, les dix chapitres offrent pleinement l'espace aux auteur·e·s de présenter non seulement une partie de leurs résultats de recherche, mais aussi et surtout de faire le récit de leur «quête d'une posture critique empiriquement ancrée» (Fresia, 57) dans des milieux où l'accès au terrain pose de multiples problèmes et où les difficultés rencontrées peuvent paraître insurmontables. Les auteur·e·s questionnent, chacune à sa manière, les dynamiques quotidiennes des milieux institutionnels et bureaucratiques du développement, l'hétérogénéité de ces institutions qui définissent et mettent en œuvre l'aide internationale, et les discours et pratiques des acteur·trice·s impliqué·e·s, anthropologues inclus·es.

L'ouvrage s'ouvre sur une introduction qui propose une lumineuse, quoique parfois ardue, mise en perspective théorique des méandres bureaucratiques des institutions de l'aide internationale et des pratiques quotidiennes de leurs agent·e·s. Puis, les deux premières contributions sont celles de Marion Fresia (41-74) et Giulia Scalettari (75-92) qui reviennent sur leur recherche sur le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Décrivant les multiples étapes qui ont marqué sa recherche au long cours, Fresia évoque comment ses différentes postures vis-à-vis de l'institution l'ont fait passer d'une vision d'«institution forteresse» homogène à celle de «véritable nébuleuse bureaucratique aux contours flous», bien plus ouverte à la critique académique qu'il n'y paraît. Ses questionnements sur la forte porosité des frontières entre le HCR et les milieux scientifiques trouvent un écho particulièrement saisissant dans la contribution de Scalettari qui souligne, quant à elle, la complexité, l'ambiguïté mais aussi la proximité des discours critiques savants et des discours institutionnels.

C'est d'ailleurs ce continuum entre savoir académique et savoir expert qui est devenu son objet d'enquête après une longue «errance» dans cette «zone grise».

Les deux contributions suivantes, de la plume de Céline Ségolini (93-126) et de Julie Riegel (127-158), sont centrées sur des projets environnementaux au Sénégal. Ségolini évoque le moyen qu'elle a trouvé pour contourner les refus de collaborer des agents de l'administration locale et leur suspicion à son égard en s'intéressant plus particulièrement à leur propre précarité, sujet qui s'est finalement retrouvé au cœur de sa recherche. Dans la même veine, Riegel était partie pour étudier un projet au sein du bureau sénégalais de l'Union internationale pour la conservation de la nature, mais, au début du terrain, ce bureau a accusé une importante perte de financement et l'équipe s'est disloquée. Cet événement imprévu a alors orienté l'auteure vers l'étude de l'histoire de ce bureau en suivant les trajectoires des personnes qui y ont travaillé.

Le regard se tourne ensuite vers trois contributions qui mettent en lumière la complexité des rapports entre différents types d'intervenants. François Enten (159-184) et Mehdi Labzaé (185-214) se sont tous deux intéressés à l'Ethiopie, respectivement à la fabrique des chiffres liés aux programmes d'aide alimentaire de Médecins sans frontières et à un projet visant à renforcer les droits fonciers en milieu rural. Enten soulève notamment les différences entre le temps de l'humanitaire et celui de l'ethnographe:

pour l'un, un tempo prestissimo rythmé dans la hâte des séjours éclairs sur le terrain, et une vision atomisée de la réalité, finalement recomposée autour des critères de l'action humanitaire. Pour l'autre, une durée prolongée en point d'orgue, forcément en décalage avec l'action, mais qui permet juste d'être là et d'englober méthodiquement ses contradictions et complexités. (167)

Labzaé décrit, quant à lui, l'incompréhension réciproque entre l'équipe d'expatrié·e·s en charge d'un projet d'aide et les fonctionnaires locaux et souligne ainsi la complexité des rapports au sein d'une même arène. Ce dernier point résonne dans la contribution d'Antoine Deligne (215-244) qui fait état de sa double posture de chercheur-anthropologue et d'intervenant en pointant les relations complexes et asymétriques entre les logiques des acteur·trice·s engagé·e·s dans des projets d'irrigation au Cambodge et celles de l'administration locale.

Enfin, l'ouvrage se termine avec trois contributions très originales qui soulèvent des enjeux plus spécifiques. La contribution de Philippe Lavigne Delville (245-274) présente les différents types d'engagement qui ont marqué sa recherche sur les politiques foncières au Bénin. Entre l'observation pure et la pleine participation, avec une vaste palette de postures hybrides entre deux, il revient sur son parcours tout en évoquant les controverses liées à des projets fonciers concurrents. La contribution suivante est celle d'Aurore Mansion (275-300) qui, à travers une étude centrée sur le Comité technique «Foncier et développement» de la Coopération française qu'elle qualifie d'«objet institutionnel non identifié», questionne l'influence et le rayonnement de ce comité sur les politiques françaises de l'aide. La dernière contribution est celle d'Oumarou Hamani (301-321) qui décrit sa quête à travers la bureaucratie du milieu judiciaire du Niger, en s'intéressant au fonctionnement de la justice malgré la nette insuffisance des moyens mis à disposition.

C'est ainsi que cet ouvrage s'adresse, à mon sens, à un double public académique: d'une part aux socio-anthropologues du développement et des organisations internationales, d'autre part aux étudiant·e·s et chercheur·euse·s débutant·e·s qui pourront profiter de la grande réflexivité des auteur·e·s quant à leur posture sur le terrain et aux difficultés rencontrées. Par contre, la complexité et la longueur des contributions seront sans doute un frein pour un public non académique. Commençons par le premier public qui se réjouira de trouver dans ces essais de brillantes analyses qui comblent un manque important dans la littérature francophone sur le sujet en donnant de multiples pistes de réflexion d'ordre épistémologique, méthodologique et éthique sur ces terrains imprégnés tout à la fois des idéologies, des représentations et du vocabulaire des organisations. Quant au deuxième public, il y trouvera des questionnements d'une grande acuité sur les quatre moments clés de la recherche anthropologique: «entrer, rester, sortir, écrire» (Lavigne Delville & Fresia, 334). Aux épineuses questions de posture, d'engagement, de restitution et de prise de distance par rapport à l'institution, à son champ lexical ou aux acteurs, les auteur·e·s répondent avec réflexivité et sincérité et révèlent la multitude de postures envisageables. De fait, l'ouvrage dans son ensemble peut être vu comme une réfutation des thèses de Tania Li qui

définit trois types de postures qu'elle suppose incompatibles: «l'anthropologie au service du développement programmé», «l'anthropologie comme engagement critique par rapport à la programmation» et «l'anthropologie comme étude de conjonctures historiques spécifiques, et des enjeux politiques qui s'en dégagent» (2013, 241). Or, chacune des contributions de cet ouvrage démontre que non seulement les postures hybrides sont tout à fait envisageables, mais qu'en outre une posture n'est jamais définitive et peut évoluer avec le temps. Comme l'écrit Lavigne Delville, «la question n'est pas celle de la bonne ou de la mauvaise position, mais, d'un point de vue réflexif, de savoir délimiter son objet, avoir conscience de ce que permet ou pas telle position ou telle posture, savoir en valoriser les atouts et en limiter les biais» (269).

Bien que les styles d'écriture et la façon de rendre compte des analyses varient grandement d'un chapitre à l'autre, l'ensemble de l'ouvrage renvoie un sentiment de cohésion. Certain·e·s lecteur·trice·s resteront peut-être sur leur faim quant au contenu de certaines contributions qui, selon les cas, présenteront soit trop de détails, soit pas assez. C'est en effet dans l'originalité de l'ouvrage que réside également son point faible: trouver l'équilibre entre les apports réflexifs et analytiques n'est pas évident et, s'il est vrai que les deux directeurs de l'ouvrage ont particulièrement maîtrisé cet exercice dans leur propre contribution, ce n'est pas le cas de toutes les contributions. Cette petite réserve est toutefois largement contrebalancée par la finesse des analyses proposées qui rendent ce recueil passionnant à lire.

RÉFÉRENCE

Li Tania. 2013. «Les engagements anthropologiques vis-à-vis du développement». *Anthropologie & développement* 37-38-39: 241-256.

MANA

A History of a Western Category

Nicolas Meylan

2017. Leiden, Boston: Brill. ISBN 978-90-04-34870-7. 206 p.

Texte: David Bozzini, Université de Fribourg

La notion de *mana* est célèbre en Occident où elle s'impose à la fin du 19^e siècle pour désigner une force ou une énergie surnaturelle. Le *mana* d'origine mélanésienne s'immisce dans de nombreux registres: on le retrouve dans la science-fiction, les jeux de rôle et les jeux vidéos; il est présent dans toute sorte de pratiques néopaganistes et la notion tient une place importante dans l'histoire des sciences sociales, notamment en anthropologie et dans les sciences des religions.

L'ouvrage de Nicolas Meylan nous plonge dans l'extraordinaire carrière occidentale du terme *mana* qui a joué un rôle considérable dans plusieurs débats aux 19^e et 20^e siècles. Pour ce faire, l'auteur ne lésine pas: il traque le terme dans d'innombrables textes; le tableau de chasse est impressionnant, multidisciplinaire et couvre deux siècles. Mauss, Hubert, Durkheim et Lévi-Strauss y sont mentionnés mais ils ne représentent qu'une fraction toute relative de ce que l'auteur déroule dans son enquête.

L'influence de la notion va permettre des chamboulements majeurs dans les sciences sociales: l'énergie surnaturelle est définie, présentée et instrumentalisée dans d'innombrables arguments qui avancent de nouvelles théories. C'est de cette force argumentative dont il est question dans cet ouvrage d'une érudition inouïe. L'auteur propose une réflexion en trois temps: il présente la trajectoire de la notion mélanésienne dans les débats théoriques sur l'origine de la religion (chap. 1 à 3) puis s'intéresse à l'usage particulier de *mana* qu'il retrouve dans l'historiographie scandinave (chap. 4), les jeux vidéos (chap. 5) et les pratiques néopaganistes (chap. 6) avant de conclure l'ouvrage par un épilogue critique.

Trimballé en Europe, le *mana* entendu comme une force, un pouvoir surnaturel ou magique, va servir la critique des théories de Frazer et Tylor sur l'origine des religions. S'appuyant sur les comptes-rendus du missionnaire Robert Codrington, Friedrich Max Müller attaque la définition minimale de la religion de Tylor (une croyance en des entités surnaturelles) en montrant que les religions mélanésiennes se fondent sur la croyance en l'existence d'une force surnaturelle mais impersonnelle. Il s'oppose également à l'intellectualisme des deux savants britanniques qui voient en la religion le produit d'un processus mental rationnel. Faisant ainsi du *mana* un cas d'école, Müller avance alors que ce dernier renvoie à une expérience de l'infini qui, par conséquent, écarte le rationnel et le perceptuel à la base de l'intellectualisme de ses opposants pour affirmer que le *mana* est le produit de la foi. Le *mana* sert ainsi à se débarasser de l'évolutionnisme et à conduire les chercheurs vers le paradigme dynamiste¹ qui, au passage, promeut le *mana* au rang de concept universel.

Au cœur du nouveau paradigme, le *mana* servira les théories de Marrett, Hubert et Mauss, Hewitt, Durkheim et bien d'autres encore. Nicolas Meylan retrace la vie trépidante du *mana* occidentalisé qui devient un *locus classicus* dans les sciences humaines et sociales, ainsi qu'en théologie. Ce *mana* (sans italiques car désormais occidentalisé; Nicolas Meylan utilise la même logique signalétique) sert à repenser les origines des religions grecque, romaine et chrétienne. Il devient la brique élémentaire qui permet de considérer toutes les religions dans un ensemble comprenant désormais les pensées et les pratiques magiques.

¹ Ce courant dans les sciences des religions avance que la reconnaissance de l'existence d'une énergie universelle serait à l'origine de l'expérience magique et religieuse.

Si l'ouvrage est une archéologie minutieuse du tournant dynamiste au travers du compte-rendu de la trajectoire académique du mana, force est de constater que la mise au rebut du concept ne tient qu'en quelques pages. Il apparaît que la reconversion structuraliste du mana en un *exemplum* de signifiant flottant marque la fin abrupte d'une carrière flamboyante. Il semble toutefois que cette qualité de signifiant flottant pourrait éclairer l'instrumentalisation du mana que l'auteur souligne dans les chapitres de son ouvrage. Un doute surgit également à la lecture de cette traque minutieuse à laquelle l'auteur s'adonne: il manque parfois de nous donner des repères suffisants pour reconnaître l'importance du concept, parmi d'autres argumentations, dans la généalogie intellectuelle qu'il retrace. Il semble en effet peu probable que le mana soit l'unique responsable des transformations que l'auteur relate.

Dans son deuxième chapitre, Nicolas Meylan signale que le terme mana défini comme une force surnaturelle impersonnelle est le produit d'un processus de réduction occidentale d'une polysémie mélanésienne difficile à saisir pour les voyageurs du 19^e siècle. Cette démonstration offre ainsi aux lecteurs-trices un matériel pertinent pour reconsidérer la distinction faite souvent trop facilement entre significations *emic* et *etic* en anthropologie. Le mana devient célèbre en Occident parce qu'il ne renvoie plus qu'à un concept religieux quand bien même les lexicographes rapportent des sens et des usages variés. Nicolas Meylan nous convainc que cette acception limitée de la notion est le fruit de sa rencontre avec la critique naissante du paradigme évolutionniste: en subissant cette simplification drastique le mana devient mana et nous rappelle ainsi à quel point une distinction entre *emic* et *etic* peut occulter les altérations des significations indigènes dans le contexte colonial. Si Nicolas Meylan montre également que la notion de mana garde pour devenir un concept de second ordre, universel, *etic*, lorsqu'il sert des théories émergentes, l'ouvrage reste toutefois silencieux sur les raisons de choisir cette notion parmi d'autres prétendants tels que *orenda*, *wakan* et *manitou* à l'époque.

Dans le chapitre quatre intitulé «Mana in the North», l'auteur retrace la carrière de la notion dans les études des anciennes religions scandinaves publiées dans la première moitié du 20^e siècle pour remarquer que: «*if it were only a question of introducing such a theoretical concept [the notion of extraordinary power], English, German, French or modern Scandinavian languages would be perfectly capable of furnishing adequate expressions*» (112). Il en va de même dans le chapitre consacré à l'usage de mana dans les jeux vidéo, dans lequel l'auteur réitère la question du choix et du rôle de l'utilisation du terme mana pour dénoter, cette fois, des quantités de magie ou de sort à disposition des joueurs (129). Son constat

introduit un nouvel élément dans la réflexion: l'usage du terme contribue à enchanter des mondes fictionnels grâce à son exotisme et sa connotation magico-religieuse. L'interprétation est d'autant plus importante qu'elle va diriger l'effort critique de l'auteur dans un épilogue polémique.

Pour lui, le mana des savants, des auteurs de science-fiction, des concepteurs de jeux vidéo ou des apôtres du néopaganisme est une notion essentiellement magico-religieuse, qui dénote une force parfois comparée à l'énergie électrique ou à une substance quantifiable qui sert à établir la croyance en l'existence d'un principe de causalité étranger aux lois scientifiques de la physique. Pour l'auteur, le mana se positionne ainsi parfaitement comme un «*active ingredient of real-world magic in late twentieth, early twenty-first century America and Europe*» bénéficiant de l'autorité d'un discours académique, qui érige le terme en concept universel (170) quand bien même la trajectoire savante du concept révèle des intérêts de carrières, des ficelles et des jeux d'influences indignes d'une éthique de recherche responsable et honnête (171).

Fort de cette opinion, l'auteur s'attaque alors à la méthode comparative en sciences des religions qu'il juge complice de la mystification d'un pouvoir de nature socio-politique (hiérarchies locales, pouvoir colonial), lorsque les dynamistes et les phénoménologues de la religion érigent le mana mélanésien en un concept *etic* universel de type magico-religieux plutôt que de révéler ses caractéristiques politiques. Cette critique se rallie aux interprétations des ethnographes océanistes (et notamment Raymond Firth) pour avancer la pertinence d'une analyse pragmatiste et instrumentaliste du mana («*the ways social actors use it strategically*» (175) et avant: «*mana could be conceptualized in different manners in order to speak to various interests*» (28)). Il est toutefois surprenant que l'auteur ne poursuive pas d'avantage cette piste de réflexion en reconsidérant sa propre critique, du coup un peu trop positiviste, des sciences des religions ainsi que les trajectoires de traductions occidentales de la notion de mana qu'il retrace. Et s'il fait au moins l'hypothèse que les théoriciens du mana n'auraient peut-être pas pu se représenter la dimension pragmatique de leurs discours (174-175), Nicolas Meylan omet lui aussi de nous dire sur quelle gamme le mana discuté par ses prédécesseurs – ce signifiant flottant qu'il manipule admirablement – est également façonné et instrumentalisé dans l'entreprise critique et théorique passionnante qu'il nous propose.

FOLLOW THE MAID

Domestic Worker Migration In and From Indonesia

Olivia Killias

2017. Copenhagen: Nias Press. ISBN 978-87-7694-227-4, 246 p.

Text: Stephanie Chok, Independent Researcher, Singapore

«Follow the Maid» is an examination of Indonesia's labour migration regime through following women migrating from Kalembah, a village in Central Java, to Malaysia, where they find jobs in middle-class households as domestic workers. While Killias' book focuses on the trajectories of Indonesian women undertaking this journey, the author also exposes the roles of multiple intermediaries (including state and non-state actors) in enabling and critically influencing the various processes involved. Her findings are based on 14 months of «multi-sited» fieldwork, which the author conducted mainly in Kalembah but also in Jakarta and Malaysia. Killias highlights the *process* whereby women become domestic workers and explores the frictions pervasive in global care chains. She conducted ethnographic research in Kalembah, living with families in the village, and also conducted to spend time in training camps in Jakarta. Her findings are based on interviews with brokers as well as employment agents in both Jakarta and Malaysia, and she visited Indonesian domestic workers who have found work in Malaysia.

Killias teases out the contradictions and tensions imbued in the process of «becoming a maid», a process both racialized and deeply gendered, with discourse on migration closely tied to the promise of progress and betterment, for individuals, families as well as the nation. It is a process that celebrates mobility but relies on labour immobility at particular junctures. Killias frequently emphasizes the importance of examining not just the spatial but the *temporal*, for the «migration *journey* is made of various moments involving different temporalities» (p. 9).

Each chapter in the book effectively charts a seminal part of the journey. Killias begins by examining Indonesia's colonial history and the parallels between indentured plantation labour and current labour migration regimes involving women

from Kalembah (who used to work on tea plantations). Under current transnational migration regimes, domestic workers experience many months of wage deductions after arriving in Malaysia, in which they are bound to employers they have not chosen and to fixed employment contracts they are not allowed to break (without the risk of firm penalties). Yet this system emerged as an attempt by Indonesia to «manage» migration; increased state intervention in the transnational migration of domestic workers, in partnership with private recruitment agents, has led to a highly bureaucratized system that is meant, in theory, to offer better protection.

It is clear, however, as Killias proceeds to document the journeys and transformations, that the insertion of additional State requirements – including mandatory training, pre-departure briefings and the standard contract – has not significantly improved recruitment processes or working conditions. Primarily, these requirements have not blunted the exploitativeness that undergirds arrangements between potential migrant workers and those who recruit, place, train and, eventually, employ them. Migration is a business, an industry that has blossomed around the various nodes of managing, maintaining and regulating this (lucrative) transnational care chain. It starts in Kalembah, where brokers – persons known and trusted by the potential migrant worker or her kin – play active roles in recruiting women and connecting them to employment agencies in Jakarta; these brokers, who are mostly male, also escort the women to such agencies. In Indonesia, women's social mobility is bound by particular norms that regulate their travel alone, which appears ironic since they are being prepared for an overseas sojourn, where they will be separated from family for a long period of time. Yet, as Killias astutely illustrates, it is precisely gendered expectations around domestic work and current employment conditions of migrant domestic workers – restricted move-

ment, constant supervision, living-in with families – that have enabled so many of them to undertake these overseas jobs with the express approval of their family/community, and with these flows actively facilitated by the State.

Killias shines in highlighting the inconsistencies and false binaries circulating in discourses surrounding transnational migration for domestic work. This includes the focus on «legal» vis-à-vis «illegal» migration channels, in which the State and private recruitment intermediaries vehemently emphasize the need to adhere to «legal» mechanisms and the monitoring and documentation it subjects women to at every stage; «illegal» migration, that is, bypassing bureaucratic demands to migrate overseas, is positioned as foolish and exceedingly dangerous. Yet legal channels bind women to many months of indebtedness and heighten their vulnerability to abusive working conditions. Killias also points out how the standard contract is often resented by domestic workers for the *obligations* it imposes on them, which appear more salient than the rights the contract is meant to provide them with. Circumventing cumbersome, expensive and debt-inducing migration channels is certainly risky and relies on a migrant worker's network and ability to secure overseas placements without formal intermediaries. Under current circumstances though, it can also be interpreted as a form of resistance, such as in the case of Arum (p. 173), who experienced much higher levels of autonomy: She could choose her employers, earn higher wages, and live on her own (not in the home of an employer).

Killias' observations and interactions at agency training camps, pre-departure briefings and employment agencies (in Jakarta and Malaysia), as well as conversations with employers in Malaysia, demonstrate the reinforcing nature of gender and racial stereotypes. They also reveal the roles recruiters, trainers and agents play in shaping expectations of domestic workers as well as employers. The mantra for domestic workers is to «finish contract», almost regardless of circumstances. It is a system that aims to mould and socialize women into a «reliable, docile and loyal labour force» (p. 62) similar to plantation labour. A strong «civilizing» discourse is evident, in which Indonesian migrant domestic workers who come to Malaysia from «rural» Indonesia are framed as poor, «backward» and «uneducated». This stigmatisation is evident even among State bureaucrats in Indonesia, who engage in forms of «paternalistic protection» (p. 51). The framing of Indonesian «village women» as «backward» justifies the need for mandatory «training», with agents and employers placing the onus of successful contract completion on domestic workers, whose «lack of skills» or commitment is often targeted as the cause of poor employment outcomes.

In examining the return – sometimes delayed return, even the non-return – of migrant domestic workers to Kalembah, Killias illustrates the risks involved in migration; the ruptures in relationships between those who left and those left behind, and the palpable ambivalence – by all parties – towards migration and what it represents. While there are clearly instances in which migration has improved material conditions and life opportunities for future generations, Killias also highlights how half-finished houses stand as «material testimonies both to the promises of labour migration, and to its risks» (p. 208). For the migrant «success story» in mainstream portrayals is a partial one, one that obscures the risks and the ruptures, the behind-the-scenes negotiations, the weight of social expectations, the intangible losses that accompany conspicuous (financial) gains. Killias' examination brings some of these to light. In speaking with second-generation migrants in Kalembah, she notes a shift in how and when they are considering migrating for work, and in so doing, are «also redefining the meaning of marriage and motherhood in relation to migration» (p. 199).

Binary representations of migrant domestic workers are prevalent: They are often victims or heroes, sometimes sacrificial figures to be valorized, or else threatening, «backward» persons that need to be properly trained and tightly supervised. Killias' book disrupts this narrative and demonstrates the value of rich and prolonged ethnography. Throughout the chapters, we gain insights into the complexity of relations among dense social and familial networks, which take place amidst broader social transformations within Indonesia as well as Malaysia, with multiple intermediaries playing key roles in enabling and shaping the transnational care chain so many have become embedded in and dependent on.

ANTHROPOLOGY AND LAW

A Critical Introduction

Mark Goodale

2017. New York: New York University Press. ISBN: 9781479895519. 320 p.

Text: David Loher, University of Bern (Switzerland)

Introductions are a difficult genre. Their primary readership consists of students and scholars who are new to the discipline. For them, reading an introduction resembles an initiation ritual. It introduces the novice to the intellectual heritage and brings her in touch with the mysteries and unresolved questions of the discipline. It provides a first orientation in the vast body of literature and flags the key texts one should master. At the same time, an introduction speaks to the experts in the particular field – with entirely different intentions. As author of an introduction, you develop your own vision of the subject and claim your position as the new orthodoxy; a message eventually addressed more to your colleagues than to the «beginners». As such, introductions always entail the challenge of writing for at least two different audiences with different expectations; a dilemma difficult to resolve.

In his recent book «Anthropology and Law. A Critical Introduction», Mark Goodale – professor of anthropology at the University of Lausanne, specialized in the anthropology of law and holding a law degree too – answers this dilemma by taking two remarkable decisions. He reduces the discussion of the intellectual heritage to the bare minimum. And he focuses on the development of debates in the anthropology of law after the end of the Cold War. Through this focus on the imminent past, the book gives more attention to the author's own approach to and vision of the anthropology of law than to the detailed history of the sub-discipline. Or, in Goodale's own words: Instead of an «encyclopaedic, globally comprehensive account», the volume provides an «admittedly idiosyncratic examination of the many ways in which anthropologists have transformed – sometimes against their better judgement – the study of law» (p. 2). Goodale argues that the end of the Cold War was a relevant turning point for the anthropology of law, as it has transformed the relationship between law and world society fundamentally. With the end of the bi-polar world

order, the globalisation of transnational legal norms and conflict regulation have gained importance. Two effects of this transformation are the renewed discussion on human rights and the re-emergence of international tribunals.

The author divides the discussion of recent literature in the anthropology of law in three broad themes: law and the production of meaning; law, agency and regulation; and law and identity. An introductory chapter precedes these three thematic threads. In this opening chapter, Goodale roots the intellectual history of the anthropology in the work of two legal anthropologists *avant la lettre*. Johann Jakob Bachofen's *Mutterrecht* and Henry Summer Maine's *Ancient Law* both anticipated the later discussion of comparative legal studies. On the following few pages, the author sketches the history of the anthropology of law. He briefly mentions the sub-discipline's founding texts, such as Malinowski's *Crime and Custom*, and points to some of the key debates in the field, notably the Gluckman-Bohannan debate in the 1950s and 1960s. This brief summary of the intellectual heritage is complemented with additional clarifications later in the text, as each following chapter returns to the history of ideas of the discipline. This contextualises the book's main topics in earlier debates and helps the reader to better understand how discussions have unfolded over time.

After this rush through the history of the anthropology of law, the rest of the book is dedicated to Goodale's actual interest; the research and debates of the last two decades after the end of the Cold War. The author organizes the discussion in three parts with eight chapters in total. The first part («Law and the Production of Meaning») examines how law and legal processes are charged with meaning. To some extent, this takes up the Gluckman-Bohannan debate, which revolved around the question how anthropologists should analyse law:

in terms of analytical and universal categories, as Gluckman suggested, or in culturalised folk categories, as Bohannan proposed. From here, Goodale moves on to the underlying question about the relationship between law and language. The second part of the book («Law and Agency, Law as Regulation») explores how law shapes action in two different ways: On the one hand, law provides tools for exercising individual and collective agency; on the other hand, it constrains and shapes social, political, and economic action. In this sense, law is both a weapon *against* the weak (the predominant perspective of critical legal studies) and a weapon *of* the weak (an often neglected aspect of law). In the third and final part («Law and Identity»), Goodale discusses the complicated relationship between law and the production of identity. In particular, he examines how indigeneity has been shaped by reference to law and he emphasises the importance of international bodies such as the International Labour Organisation ILO in this process. For each of these parts, the book provides a meticulous review of the most recent literature. This makes the volume a useful companion to contemporary anthropological research on law and serves as a guide to further readings.

The choice to group the eight chapters into three parts reveals some insightful and unexpected comparisons – for example in the second part «Law and Agency, Law as Regulation». Chapters 3 and 4 analyse the emancipatory and empowering dimension of law through the study of justice (chapter 3) and human rights (chapter 4). Chapter 5, «Shaping Inclusion and Exclusion through Law», juxtaposes this perspective and asks how law restricts and channels action and how it regulates the subject. Through this arrangement of themes, Goodale brings into conversation studies on property rights with research on the evolving LGBT movement, the regulation of migration, and collective identities. With this eclectic list of topics, the chapter highlights the different registers of law to regulate and restrict action. At the same time, this approach leads to thematic overlaps across the various parts of the book.

Particularly the second and third parts of the book reveal Goodale's own anthropological approach to the study of law and legal processes. The author places centre stage two major themes as the predominant issues in the anthropology of law: the occupation with various aspects of international law and human rights discourses. To a certain degree, these two fields of research reflect the book's hypothesis that law has shifted «from contract to cosmopolitanism» (p. 28) in contemporary world society. It includes the study of international criminal tribunals, truth and reconciliation commission, and indigenous rights. Traveling legal norms, transnational dispute regulations, and the question of legal universalism versus legal pluralism have become important issues.

The same parts remind us how anthropology has been involved not only in the study of law, but also in the promotion of indigenous rights, international law and human rights – with mixed outcomes. Take the example of the juridification of collective ownership of land. Initiatives for the registration of customary land tenure – often pushed ahead by engaged anthropologists – was intended to protect this land from land grabbing. But numerous examples have shown that juridification was only the first step for the commodification of land. In the foreword, Selly Engle Merry discusses what she refers to as engaged anthropology from a different perspective. She argues that law is inextricably linked to the idea of justice. Neglected for a long time by legal anthropologists, who have focused mainly on questions of the nature of law and of social order, the concept of justice has only recently attracted more attention. With this turn to the analytical study of a highly normative concept, the anthropologist as the distant observer is more and more drawn into situations, in which she is forced to take a stance as a political subject.

Overall, «Anthropology and Law» is not the kind of critical introduction the book's subtitle suggests. For a student not familiar with the anthropology of law, it lacks of a broader, explanatory overview. Instead, «Anthropology and Law» deliberately delves straight forward into the recent debates in order to develop Goodale's own approach to the sub-discipline. Through the focus on the imminent past, the book provides the reader with a thorough and critical review of the recent literature. As such, it is a very useful companion and guide through the abundant literature, and the sheer amount of literature reviewed by Goodale highlights how prolific this field of study has been in recent years.

MUSEUM COOPERATION BETWEEN AFRICA AND EUROPE

A New Field for Museum Studies

Thomas Laely, Marc Meyer and Raphael Schwere (eds.)

2018. Bielefeld/Kampala: transcript/Fountain Publishers. ISBN: 978-3-8376-4381-7, 240 p.

Text: *Fiona Siegenthaler, Institute of Social Anthropology (University of Basel) and Center for Visual Identities in Art and Design (University of Johannesburg)*

Cooperative initiatives between the so-called Global South and North often aim at levelling out the economic, epistemological, and political imbalances that colonial domination caused. To this end, cooperation between museums has become a way of tackling sensitive ethical questions surrounding representation as well as the rehabilitation of non-Western knowledge systems that were displaced by the universal claims made by Western «empirical, «scientific» knowledge» (Shelton, p. xvi). The edited volume «Museum Cooperation Between Africa and Europe. A New Field for Museum Studies» is motivated by the will to share knowledge between nations and communities, between museum institutions and the staff members of these respective institutional bodies, as set out in the Code of Ethics for Museums of the International Council of Museums (ICOM) (Laely et al., p. 3). However, cooperation is also a highly diverse, contentious, and often upsetting process that can challenge cultural preconceptions and normative assumptions. The editors identify five key fields of cooperation between Africa and Europe where such challenges generally arise: motivations, actors, cooperative practice, difference and inequalities, and normative rationales (p. 5). As the editors state, «the current hegemonic heritage discourse is still predicated on a Western museum model» shaped by the «culture and development» approach» and influences policies both in African and European museums (p. 4; see also Loumpet, p. 43). This volume addresses precisely these challenges as they apply to sincere and equitable museum partnerships. It includes essays by curators and leading scholars of international museum studies in and beyond Africa. The book is an outcome of the eponymous conference at the Ethnographic Museum in Zurich (1-3 December 2016) and offers twelve of the presented papers as essays, arranged in four sections. The first and second sections of the volume focus on the history of the colonial museum and the role of community museums, while the third section

discusses how most museum collaborations seek to enhance local and international «accessibility of collections from Africa» (Laely et al., p. 15). The fourth section offers a platform to criticize and evaluate museum cooperation.

The first and second sections spell out the colonial history of most European collections, detailing the political, cultural, and economic violence inherent in the history of many objects and collections. However, such power imbalances are not a thing of the past but continue into the present. Kiprof Lagat's essay on the *Hazina* exhibition – a cooperation between the National Museums of Kenya and the British Museum – offers a detailed discussion of how the imbalances in economic and power structures continue to challenge even those cooperations that seek to redress such historical injustice. While these cooperations create new opportunities, they can also perpetuate dominant power structures, not least because the idea of sharing knowledge is frequently misunderstood as a unidirectional transference of technical skills. By contrast, museum cooperation requires that both cooperating partners acknowledge and engage the other's expertise. Ciraj Rassool lays out this argument in one of the forewords to the book. It is echoed in George Okello Abungu's scathing critique of the universalist «arrogance» (p. 34) of Western museums, and reflected in the general decolonial inclination of most essays in the volume.

One reason that such disparities persist can be found in the fact that many African museums are politically and economically neglected «at home», as Emery Patrick Effiboley and Amoah Labi discuss. This is why community museums established and supported by international networks seem to offer an alternative for local and often marginalized constituencies, albeit only at first sight. As Rosalie Hans shows, there is a danger in the casting of «museums as tools for sustainable development» as is often the case when they involve

actors such as UNESCO, ICOM, and ICCROM¹ (p. 74). These projects often fail due to a perpetuated inequality in the distribution of power as well as the funding agencies' lack of sensitivity for the local context.

The contributions by Jesmael Mataga, Nelson Adebo Abiti and Michaela Oberhofer will be of particular interest to many readers. In their essays, they discuss the productive results of decentering knowledge away from established museum practices and towards an embrace of the cultural requirements, knowledge, and practices of «source communities» as well as their representatives in African museums. They offer instructive insights that open up theoretical perspectives based on empirical research and experience.

Mataga presents the case of the Mukwati walking stick following its repatriation from a private collection in London to the descendants of its original owner (Mukwati), who in turn entrusted it to the Zimbabwe Museum of Human Sciences for «safekeeping» (p. 64). He recounts how these legitimate heirs requested that the museum follow their prescriptions with regards to the performance of rituals and the observing of taboos when handling the walking stick. In doing so they helped release the museum from its concentration on materiality and place a much stronger emphasis on culturally informed museum practices. As the author emphasizes, this process is key to «decolonizing museum and heritage site management» (p. 60).

Abiti's contribution, «The Road to Reconciliation», focuses on the post-conflict situation in northern Uganda, where victims and perpetrators had to find a way of living together. His approach to the topic of reconciliation as a curator almost completely excluded museum objects and instead relied on a performative mode of contemplating heritage. As the result of a lengthy procedure, which included an ongoing conversation between Abiti, the international peace institutions, and the elders of the communities, the most appropriate way to tackle these issues consisted of acts of remembrance, mediation, and the performance of ceremonies. These included documenting cultural sites collectively and discussing these as an integral – albeit rarely monumental – part of Uganda's cultural heritage.

Michaela Oberhofer discusses how «[c]ollections can generate connections» (Silvester, p. 125) and mutual learning in rich, complex, and engaging ways. She uses the cooperation

between the Museum Rietberg in Zurich, where she is the chief curator of the Africa and Oceania departments, and the Palace Museum in Foumban as a case study to discuss the challenges that are often overlooked when considering cooperation between equal partners: What differences emerge between the partners in the attribution of meaning and value? Or, can the paradigms of good practice applicable at an art museum in Switzerland also be applied to a royal palace museum in Cameroon? In her sensitive and complex discussion she shows that «Western notions of museum, restoration and authenticity are not useful as exclusive points of reference in museum cooperation» (p. 196). The palace museum, in addition to conserving and displaying objects, also maintains them for regular use at festivities and festivals. As such it must be considered a «living museum» (*op. cit.*). By contrast, the museum in Zurich needs to take a very different approach to restoration, as the objects here are removed from use and highly protected. Accordingly, restoration measures may be quite different in practical and aesthetic terms.

To varying degrees, all the contributors address the complexity and challenges that arise from the five key fields of cooperation between Africa and Europe as identified by the editors. The book shifts the debate away from questions of representation and towards the generation of shared knowledge. It is here that the volume sees a promising, alternative path for tackling the politics of cultural ownership and display. As such, it continues and consolidates the efforts of earlier publications. Moreover, its unique focus on the cooperation between European and African museums allows for a more nuanced reflection of specific modes of practice with several stakeholders. And while it is unfortunate that neither the cooperation between the editors and two Ugandan museums nor their highly reflexive exhibition – *Sichtweisen. Visionen einer Museumspartnerschaft*² – is featured, this volume makes an indispensable contribution to decentered reflexivity and knowledge production in museum cooperation between Africa and Europe.

¹ International Centre for the Study of the Preservation and Restoration of Cultural Property.

² Ethnographic Museum Zurich, 13.04.2018 - 06.01.2019.